

Rassegna del 15/02/2018

L'OBS

08/02/18 Le nouvel antisemitisme
08/02/18 La grande peur des juifs de Malmö
08/02/18 Allemagne: Les fantomes du passé
08/02/18 Belgique: les trois antisemismes
08/02/18 La toile de la haine

*Daniel Sara
Halifa-Legrand Sarah
Antoine Prune
Kanabus Benoit
Tatu Natacha*

*Suède, Allemagne, Belgique, France...
L'Europe est confrontée à une vague
de judéophobie. Un peu partout, le lien social
se fissure et, sur fond de communautarisme,
les identités se consolident les unes
contre les autres. Notre enquête
et les points de vue de Delphine Horvilleur
et Pierre-André Taguieff*

LE NOUVEL ANTISÉMITISME

Comment en est-on arrivé là? Un petit garçon de 8 ans portant une kippa agressé par deux adolescents à Sarcelles; des juifs qui plient bagage en Seine-Saint-Denis; une synagogue transformée en bunker en Suède; des écoles vidées de leurs enfants juifs dans le centre de Bruxelles; l'explosion d'actes antisémites à Berlin. Comme si, avec la disparition des derniers survivants de l'Holocauste, s'estompait le traumatisme de la Shoah. Comme si l'antisémitisme pouvait redevenir une opinion comme une autre. On était pourtant certain que ces terribles débordements appartenaient désormais à une histoire tragique mais révolue.

Aurait-on imaginé, encore il y a quelques années, pouvoir tolérer ces manifestations anti-israéliennes en Allemagne ou en France ou l'on scande « mort aux juifs » (1)? Que s'est-il donc passé pour qu'on assiste à l'expression décomplexée de cette haine nauséabonde vis-à-vis des juifs d'Europe?

Il y a d'abord eu, bien sûr, la montée des extrêmes: de la démocratie « illibérale » de Viktor Orbán en Hongrie; de l'AFD devenu troisième force politique du Bundestag; du FPÖ en Autriche ou du Parti nationaliste flamand en Belgique. Ces partis institutionnalisent au cœur de l'Etat leur révisionnisme. Ainsi en Pologne, la droite réécrit-elle l'histoire, et une loi vient d'être votée pour condamner quiconque mettrait en cause la connivence de Polonais avec l'extermination de la population juive durant la guerre et l'organisation de pogroms dans l'immédiate après-guerre.

Ensuite, depuis la deuxième Intifada, on assiste à la

« djihadisation » de la cause palestinienne. Ainsi, c'est au nom des enfants palestiniens que Mohamed Merah a massacré les enfants juifs de l'école Ozar Hatorah. Parce que nos principes d'hospitalité ne doivent pas nous empêcher de regarder la réalité en face, il y a aussi, dans plusieurs pays européens, l'arrivée de migrants venus de pays musulmans perméables aux préjugés antisémites. Au point que l'Allemagne examine une loi qui permettrait de renvoyer chez eux ceux qui professent de telles opinions.

Est-ce à dire qu'il faut cesser d'accueillir des migrants ou renoncer à lutter pour les droits des Palestiniens? Evidemment, non. Dans notre journal, nous avons depuis toujours pour ligne de distinguer l'antisémitisme d'un antisionisme pourvu qu'il n'appelle pas à l'éradication de l'Etat d'Israël. Notre principe est de lutter inlassablement pour les droits des Palestiniens à avoir un Etat, mais en même temps, de condamner fermement le négationnisme et l'antisémitisme. Cette ligne nous a valu des ennemis. Nous continuons pourtant de penser que la modération n'est pas synonyme de faiblesse. Nous devons rester intransigeants et ne pas laisser les juifs seuls dans leur lutte contre l'antisémitisme. Il est dramatique de devoir écrire cela aujourd'hui mais non, l'antisémitisme n'est pas une opinion comme une autre.

SARA DANIEL

(1) En juillet 2014 à Sarcelles et en décembre 2017 à Berlin.

Il nuovo antisemitismo

LA GRANDE PEUR DES JUIFS DE MALMÖ

*Dans la **ville suédoise**,
une des plus multiethniques
du monde, des manifestants
propalestiniens appellent
à "tuer les juifs". Ce nouvel
antisémitisme s'ajoute
à celui de l'extrême droite*

De notre envoyée spéciale,

SARAH HALIFA-LEGRAND

Les vitres pare-balles s'allument une à une dans la nuit balayée par les vents glacés de la Baltique. Ce n'est qu'une fois passé les plots anti-camion-bélier, les grilles hérissées comme des lances, les caméras de surveillance et le policier posté à l'entrée de la synagogue, que le petit groupe de fidèles ose enfin exhiber kippas et étoiles de David. Sur le perron, Simon, le gardien aux aguets, observe avec jalousie le trottoir d'en face où une église les nargue avec ses portes ouvertes sur la rue. « Tu vois, c'est comme ça maintenant la Suède. » La synagogue orthodoxe de Malmö, la plus ancienne de Scandinavie, est devenue une forteresse. Les juifs de la troisième ville de Suède ont peur. Il y a eu ces manifestants anti-Israël qui se sont mis à crier « Tuons des juifs » sur l'une des places centrales de Malmö en décembre. Le cocktail Molotov lancé en novembre sur leur cimetière. Les insultes et les projectiles jetés sur leur rabbin chaque fois qu'il met un pied dehors. Des professeurs traités de « sales juifs » par leurs élèves. Combien de fois Peter Vig s'est-il fait injurier dans sa propre classe par des ados qui ne supportaient pas que leur prof soit juif? Sa femme, également enseignante, a, elle, préféré dissimuler sa religion à ses élèves et vit dans la crainte de voir son secret percé à jour. Cache ton identité, fais profil bas, rase les murs, range ta kippa, laisse ton étoile de David à la maison. « On nous a appris à ne pas porter nos insignes religieux à l'extérieur, à ne pas révéler notre identité juive en public. Etre juif ici, c'est être constamment sur ses gardes. » Rebecca Gellert, boucles d'or et piercing de rebelle dans le nez, vient d'avoir 19 ans. Elle a déjà intériorisé les interdits de sa communauté. Peur des skinheads? Toujours. La mouvance néonazie, qui réserve la plupart de ses exactions aux musulmans – mosquées incendiées et ratonnades –, se rappelle aussi régulièrement au bon souvenir des juifs. En septembre, des manifestants d'extrême

droite avaient prévu de défiler devant la synagogue de Göteborg le jour de Yom Kippour. « Mais aujourd'hui, on se sent surtout menacés par l'antisémitisme porté par certains immigrants musulmans... » Lena Rubinstein-Reich s'avance prudemment sur ce sujet sensible, elle cherche les mots justes. « Pas tous les musulmans, évidemment. Ce sont souvent des hommes jeunes, venant du Moyen-Orient, qui tiennent tous les juifs pour responsables de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens. » A quel moment la menace a-t-elle changé de visage? « C'était il y a une vingtaine d'années. J'ai soudain entendu crier "yahoud" ["juif" en arabe] depuis la rue où passaient des manifestants; ça m'a affolée », se souvient la sexagénaire. Puis il y a eu l'« opération Plomb durci » lancée fin 2008 par l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Des juifs avaient alors été violemment attaqués à coups de bouteilles par des manifestants propalestiniens. « A ce moment-là, on a pensé sérieusement à faire nos valises », confie Lena. Les vieilles peurs ont refait surface dans les familles juives de Malmö qui, pour la plupart, ont connu l'antisémitisme dans d'autres pays d'Europe et cru trouver ici un sanctuaire. Ce sont, comme Lena, des enfants de survivants de l'Holocauste ou, comme son mari, des juifs qui ont fui les persécutions en Pologne à la fin des années 1960. « L'ironie est que les premiers réfugiés ne se sentent plus en sécurité à cause des suivants », résume Niklas Orrenius, qui suit ces questions au quotidien « Sydsvenskan ».

Ce nouvel antisémitisme qui a gagné les rues de Malmö a inquiété jusqu'à Barack Obama. En 2012, il avait dépêché ici son envoyée spéciale, tandis que le Centre Simon-Wiesenthal mettait en garde les juifs contre tout déplacement dans la ville. L'an dernier, c'était au tour de Donald Trump de braquer les projecteurs sur Malmö, évoquant un attentat terroriste qui n'a en réalité jamais eu lieu. Car la ville traîne une répu-

La grande paura degli ebrei di Malmö

tation de capitale européenne du crime : haine raciale, mais aussi gangs, drogues. Exagération ? C'est ce qu'estime Andreas Schönström, l'adjoint à la maire sociale-démocrate. « Avec ses 176 nationalités, Malmö est la quatrième ville la plus multiethnique du monde, après Londres, New York et Washington. Ce qui lui attire beaucoup d'ennemis. Tous ceux qui pensent que les réfugiés sont dangereux, que les religions sont un problème, qui veulent montrer qu'une ville multiculturelle ne peut qu'échouer. » Les vagues de migrants ont profondément transformé la ville aux briques rouges. Il y a eu la main-d'œuvre venue d'Italie, de Yougoslavie et de Turquie à l'époque où les chantiers navals tournaient encore dans les années 1960-1980. Puis, il y a eu les réfugiés fuyant les guerres, ceux des Balkans, d'Irak, de Somalie, d'Afghanistan et de Syrie. Aujourd'hui, 30% des 317 000 habitants de Malmö ont au moins un parent né à l'étranger, principalement au Danemark, en Irak et en Syrie, et le chiffre grimpe à 50% pour ceux en dessous de 18 ans. Dans les rues de cette petite ville qui souffre d'une forte ségrégation mais où tout le monde est bien forcé de se croiser, on voit passer autant de femmes voilées que de grandes blondes. Le cœur battant de Malmö est désormais le quartier chatoyant de Möllevången, avec son marché, ses épiceries irakiennes, ses cafés à chicha et ses restaurants de falafels. Mais tandis que la communauté musulmane s'agrandit, que les bulbes des mosquées sortent de terre, les juifs plient bagage. Ils ne sont plus que 540 membres de la synagogue et quelque 1500 tout au plus, tandis que les musulmans seraient plus de 60 000. Les premiers fuiraient donc les seconds ? « Ce n'est pas la seule raison à ce déclin », tempère le rabbin Moshe David HaCohen, en balançant ses papillotes en signe de dénégation derrière les vitres pare-balles du centre communautaire juif. « Les anciennes générations disparaissent, les jeunes vont chercher du travail dans des villes plus importantes comme Stockholm, les parents suivent leurs enfants, d'autres veulent vivre dans une communauté juive plus grande, ou encore partent en Israël. Mais il est vrai qu'il y a, aussi, l'antisémitisme. »

Il a fallu du temps à la Suède pour l'admettre. A travers les baies vitrées du quotidien « Sydsvenskan » où s'écrasent les flocons de pluie et de neige mêlées, l'éditorialiste Per Svensson pointe son doigt vers les tours des quartiers sud, ceux des réfugiés. « L'an-

tisémitisme actuel vient principalement des immigrants du Moyen-Orient. Il faut le dire ouvertement, ouvrir le débat public, oublier la crainte de jeter de l'huile sur le feu. Pendant longtemps, on n'a pas pu en parler. Cela a été très difficile à reconnaître pour les journalistes, et pour la gauche, car cet antisémitisme vient de populations qui sont défavorisées et discriminées. Et l'idée commune est que cela fait d'elles des innocents, que l'on ne peut pas être à la fois une victime et un bourreau. Les seuls qui pouvaient être accusés étaient les néonazis, ceux que la société suédoise avait elle-même produits. » Crainte, dans ce pays qui célèbre le multiculturalisme, de se voir reprocher de critiquer une culture étrangère. Embarras d'un Etat si fier de sa généreuse politique d'asile – la Suède a accueilli le plus de réfugiés par habitant en Europe en 2015 – à l'idée de sembler réprouver des immigrants. Inconfort, enfin, chez les sociaux-démoc-

crates – qui ont milité pour que leur pays soit le premier en Europe à reconnaître l'existence d'un Etat palestinien – à l'idée que cette communauté opprimée pourrait avoir importé un antisémitisme dans ses valises. L'ancien maire s'était même rendu célèbre en 2009 pour avoir renvoyé dos à dos l'antisémitisme et le sionisme et appelé la communauté juive à « se distancer » de la politique d'Israël si elle ne voulait plus être inquiétée. Résultat, la ville est accusée de ne pas avoir su protéger sa minorité juive. Aujourd'hui, la nouvelle équipe municipale bat sa coulpe : « Il ne faut pas chercher à expliquer pourquoi les gens expriment des opinions antisémites. Ils ont toujours tort. Quelle que soit la raison. Et c'est peut-être cela que nous avons réalisé trop tard », concède Andreas Schönström.

Au sein même de la communauté musulmane, on commence à reconnaître qu'il y a un problème. « Beaucoup de migrants ont été élevés dans des pays où l'antisémitisme était une idée commune dans la société, souvent même soutenue publiquement par les autorités. Ils y ont appris que l'Etat hébreu était leur pire ennemi et que juifs, sionistes et Israël, c'était pareil », explique Bassem Nasr, jeune politicien palestinien né au Liban et arrivé en Suède à 6 ans. Le conflit israélo-palestinien se rejoue ainsi sans cesse à Malmö dans ces communautés qui restent connectées au Moyen-Orient par internet, la télé, les liens familiaux. Assis entre une tapisserie représentant La Mecque et une affiche naïve sur les pompiers suédois, Bejzat Becirov, le directeur du Centre islamique, explique qu'il enseigne l'Holocauste à ses 260 élèves « pour qu'ils comprennent, progressivement, ce qui s'est passé en Europe contre les juifs ». Il déballe devant nous coupures de journaux et photos témoignant des initiatives qui se multiplient depuis quelques mois pour pacifier les relations entre juifs et musulmans. Un dialogue interreligieux a été initié pour tenter de sortir du conflit politique. « Aujourd'hui, il y a tant de suspicion entre les communautés que le seul terrain de discussion possible reste la foi pour instaurer une confiance », explique Andreas Hasslert, un converti à l'islam qui joue les médiateurs.

Le nouveau rabbin Moshe David HaCohen, un partisan de la coexistence entre musulmans et juifs en Terre sainte dépêché pour éteindre le feu, et Salahuddin Barakat, un imam représentant la majorité des communautés musulmanes sunnites, se montrent ensemble autant qu'ils le peuvent dans les mosquées, la synagogue, les écoles. « En s'exprimant publiquement, ces responsables religieux fixent une norme que beaucoup de gens vont suivre », espère Bassem Nasr. Mais la démarche fait aussi grincer des dents. L'une des mosquées, la plus grande de Scandinavie, est encore réticente à participer au dialogue. Et lorsque plusieurs organisations palestiniennes se sont rendues à la synagogue en décembre, « on a reçu des messages d'incompréhension, de colère, d'insultes », raconte Alaa Eddin al-Qut, responsable local de l'Association musulmane Ibn Rushd. Peter Vig soupire en remettant sa kippa dans sa poche : « Ces initiatives sont bonnes mais la question reste ouverte : jusqu'à quand pourrons-nous rester ? » ■

ALLEMAGNE: LES FANTÔMES DU PASSÉ

*De vieux démons resurgissent outre-Rhin.
Le gouvernement d'Angela Merkel
s'inquiète de l'augmentation du nombre
d'agressions visant la communauté juive*

De notre correspondante en Allemagne, PRUNE ANTOINE

Quel scandale que des écoles juives et même des jardins d'enfants juifs doivent être protégés par la police ! » Anita Lasker-Wallfisch est une survivante de l'Holocauste. Le 31 janvier dernier, cette musicienne âgée de 92 ans, déportée à Auschwitz en 1943, a prononcé un discours vibrant au Bundestag: « L'antisémitisme est un virus vieux de deux mille ans, et apparemment il est incurable », a-t-elle déploré.

Berlin voit revenir ses vieux démons, 470 actes antisémites ont été recensés par la police en 2016, et 681 rien que pour la première partie de 2017. Entre les déclarations révisionnistes des leaders d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), la propagation de la haine sur les réseaux sociaux, et les agressions par des néonazis, les derniers tabous semblent sauter un à un.

Les services de renseignement ont aussi constaté une lassitude à l'égard du travail de mémoire, une forme de non-repentance qui toucherait 55% de la population, selon un récent rapport parlementaire. Phénomène nouveau, les autorités s'inquiètent de la percée d'un « antisémitisme d'importation » de la part de certains immigrés de pays musulmans où la haine des juifs est propagée. Une épine dans le pied de « Mama » Merkel, en difficulté depuis les élections. En décembre 2017, la déclaration de Trump voulant reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël a mis le feu aux poudres. Deux manifestations en faveur de la Palestine ont dégénéré à Berlin : l'une devant la porte de Brandebourg, l'autre dans le quartier de Neukölln, où des manifestants ont brûlé des drapeaux israéliens et crié « mort aux juifs ». Problème : des réfugiés faisaient partie des manifestants. Choquées, les autorités ont annoncé la nomination d'un commissaire spécial à l'antisémitisme. Une proposition de loi vient d'être déposée par la CDU/CSU, stipulant que « quiconque rejette la vie juive en Allemagne ou conteste le droit d'Israël à exister ne peut avoir sa place dans notre pays ». Le texte viserait

à faciliter les expulsions des migrants qui propageraient des idées antisémites.

Les associations, elles aussi, se mobilisent. Rent a Jew (Louer un juif), un projet pionnier au titre volontairement provocateur, a été lancé fin 2015. Un programme d'éducation devenu un outil de prévention de l'antisémitisme, notamment dans les écoles. « Pour beaucoup d'Allemands, les juifs sont avant tout des victimes, explique Mascha Schmerling, l'une des cofondatrices. On oublie qu'il y a aussi des juifs jeunes et modernes. Notre idée, c'était de les présenter et d'améliorer la compréhension », poursuit-elle.

Lors de sa première présentation dans une école de Neukölln, un quartier très *multikulti* de Berlin, Esther Knochenhauer est accueillie par un élève de 13 ans qui lui lance : « Libérez la Palestine ! » Née à Berlin d'une mère russe juive et d'un père allemand, Esther sourit, puis réplique qu'elle « ne mange pas les petits enfants ». Frange sombre sur des yeux rieurs, Esther, 33 ans, travaille comme chef de projet digital. Durant son temps libre, elle fait partie des « juifs à louer » proposés par le collectif Rent a Jew. Son arme : dialogue et humour pour lutter contre la résurgence de préjugés antisémites qu'on croyait disparus outre-Rhin. Impensables au vu du passé nazi du pays et de la Shoah.

Au fil de ses interventions, Esther a pourtant constaté que « l'antisémitisme n'a jamais disparu en Allemagne, il était caché ». Les questions posées par les écoliers en disent long. « Pourquoi possédez-vous tous les médias ? Pourquoi êtes-vous si riches ? Pourquoi ne payez-vous pas d'impôts ? » « Je leur réponds avec humour : "Tu veux dire que quand je vais faire mes courses au supermarché, je montre une carte de réduction spéciale Juif?" » L'exemplarité par l'absurde. Au Bundestag, devant la chancelière, le gouvernement et des dirigeants de partis politiques, Anita Lasker-Wallfisch, d'une voix ferme malgré son âge et les souffrances subies en déportation, avait, elle, conclu sur cet avertissement : « La haine est un poison et, au final, vous vous empoisonnez vous-même. » ■

Germania: i fantasmi del passato

BELGIQUE : LES TROIS

ANTISÉMITISMES

En 2016, le nombre de signalements pour des faits antisémites a été multiplié par deux. Victime d'insultes et d'agressions, la communauté juive belge réclame une plus grande protection

De notre correspondant en Belgique, **BENOÎT KANABUS**

Mme Fine est repartie en Amérique en poussant une brouette de pavés. « *Pas de pavés de la mémoire à Anvers* », lui a dit Bart De Wever, le bourgmestre de la ville et président de la N-VA, le puissant parti nationaliste flamand. Dans toutes les rues d'Europe, des passants trébuchent pourtant sur ces petits carrés en laiton qui rendent hommage aux victimes de la Shoah. On en dénombre déjà 65 000. Plus de 200 à Bruxelles. Evelyn Fine en avait commandé sept à leur créateur, au nom de chaque membre de sa famille déporté et disparu dans les camps de la mort. Elle avait ensuite demandé à la mairie d'Anvers la permission de les déposer devant le seuil des maisons où ils avaient vécu. Mais puisque c'est non, l'Américaine a repris ses pavés et la mémoire des siens; ils reposeront au Musée du Mémorial de l'Holocauste à Washington.

Mais qu'a-t-il donc contre ces petits pavés, Bart De Wever? La communauté juive d'Anvers elle-même les refuse, prétend-il. En fait, seul le Forum der Joodse Organisaties d'Anvers, une petite minorité ultra-conservatrice, s'oppose à la mise en place de ces pavés en invoquant un argument curieux: dans le judaïsme, on ne piétine pas les pierres tombales. Leur président, Raphael Werner, avance aussi à demi-mot une autre raison: « *Les quartiers concernés sont aujourd'hui habités en majorité par de nouveaux Belges [entendre des « immigrés musulmans », NDLR], qui pourraient ne pas être sensibles à cette forme de commémoration.* »

On peut douter que Bart De Wever cède devant des considérations religieuses et communautaires qu'il a toujours condamnées. Il n'a du reste jamais tenu de discours antisémite. Historien de formation, il sait

en revanche la collaboration proactive du bourgmestre et de la police d'Anvers durant la guerre. Il sait surtout la complicité entretenue par la Ligue nationale flamande avec le national-socialisme, Ligue dont il n'est pas seulement l'héritier politique, mais aussi l'héritier de sang puisque son grand-père en était alors un dirigeant. Il sait d'ailleurs que des enfants et petits-enfants de collaborateurs et de Waffen-SS adhèrent à son parti, la N-VA, pendant que des élus ne se cachent même plus pour assister aux réunions des nostalgiques du III^e Reich. Il sait enfin que son parti domine le gouvernement fédéral et suscite une résistance citoyenne de plus en plus forte face à sa gestion des réfugiés. Mieux vaut décidément pour Bart De Wever éviter d'évoquer ce passé-là.

De ce passé-là, les élèves de l'Athénée Ganenou, la principale école juive de Bruxelles en entendent quant à eux souvent parler. « *Chaque année, ils participent à la Marche des Vivants qui va de Pologne en Israël. Ils réalisent aussi un travail qui dure un an sur les racines ("shorashim") de leur famille* », expose Damien Tournay, leur professeur d'histoire. Seulement ils ne parlent pas de l'antisémitisme qu'au passé. Des élèves sont là parce qu'ils l'ont eux-mêmes déjà vécu dans leur chair. Celui que d'aucuns appellent le « nouvel antisémitisme »; celui qui sévit dans les écoles bruxelloises fréquentées en forte proportion par de jeunes musulmans. Des récits monstrueux en sont ressortis: des enfants cachent leur judéité; ils sont dénoncés; ils sont chassés. Rapporté par le journal « le Vif-l'Express » et le sénateur Alain Destexhe, le mot a couru: « *judenrein* » (« purifié des juifs »). C'est ainsi qu'une partie des élèves musulmans considéreraient les écoles vidées des élèves juifs. Plus d'un

Belgio: i tre antisemitismi

tiers des jeunes Bruxellois sont musulmans et, selon une étude de l'Université flamande de Bruxelles, la moitié d'entre eux se déclarent ouvertement antisémites. « Plusieurs élèves juifs ont été victimes d'insultes et de violences physiques que les parents disent ne pas avoir vu sanctionner, parfois même pas reconnues », explique Damien Tournay. Des faits perçus comme étant suffisamment graves pour qu'une mère se saisisse de la loi sanctionnant l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une communauté et qu'elle porte plainte contre une école. Et puis il y a eu le massacre de juifs en France et en Belgique par des islamistes. « Les enfants sont particulièrement sensibles, poursuit l'enseignant. Des militaires ont été déployés devant notre école, ce qui les a fortement impressionnés. Ils ont été plongés dans un climat anxieux, et nous avons encore un important service de sécurité. »

Il faudra pourtant qu'ils s'y habituent si l'on suit le rabbin Menachem Margolin : « Les juifs doivent être protégés 24 heures sur 24, c'est-à-dire que les écoles, les synagogues, les centres culturels, les restaurants, les magasins doivent être protégés jour et nuit. Si les gouvernements n'ont pas la capacité d'assurer cette protection, alors il faut permettre aux juifs d'engager des compagnies de sécurité armées ou de former des volontaires armés sous la responsabilité et l'encadrement de la police. » L'antisémitisme de certains jeunes musulmans, les enfants devront aussi le regarder en face, dit le rabbin : « Si vous demandez combien de personnes détestent les juifs dans les pays musulmans, vous obtiendrez un résultat proche de la totalité. Plus il y a de personnes provenant de pays musulmans qui immigreront en Europe, plus l'antisémitisme augmente. Il faut éduquer les immigrés et dénoncer les politiciens qui utilisent de manière cynique l'antisémitisme pour obtenir plus de voix, plus de pouvoir. »

Né en Israël, diplômé d'une faculté rabbinique américaine, président de la Fédération européenne d'Associations juives, Menachem Margolin est obsédé par l'importation du conflit israélo-palestinien en Europe. Là se trouverait, selon lui, la souche la plus virulente de l'antisémitisme. La question se pose en tout cas lorsque l'on entend que « les élèves ne peuvent s'empêcher de relier le terrorisme islamiste à ce que

vivent les Israéliens. Leur attachement à Israël est très fort, presque viscéral, surtout chez les plus petits, admet Damien Tournay. Beaucoup ne font d'ailleurs pas encore vraiment la différence entre une critique légitime du gouvernement d'Israël et une agression antisémite contre les Israéliens. » C'est que cette frontière-là aussi est abondamment discutée. Pour le rabbin Margolin, « dès que quelqu'un critique Israël de manière récurrente et violente, on doit reconnaître l'antisémitisme sous-jacent ». Par exemple, qu'en est-il des partisans du boycott, s'interroge-t-il faussement ? « Peuvent-ils, sous prétexte de viser des institutions, s'attaquer en réalité à des personnes, et à des personnes parce qu'elles sont israéliennes, c'est-à-dire parce qu'elles sont juives ? » Et le rabbin Margolin de pointer la responsabilité de « l'extrême gauche ».

Déjà, en 2010, le chroniqueur Claude Demelenne avait accusé le socialiste Philippe Moureaux dont il avait été le collaborateur de « faire le jeu de l'antisémitisme ». L'homme fut durant vingt ans le bourgmestre de la tristement célèbre commune bruxelloise de Molenbeek, celle-là même qui abritait des commandos de djihadistes et où il prétendait mener « un laboratoire socio-multiculturel ». Sans doute Claude Demelenne pensait-il encore prêcher dans le désert quand il dénonçait en 2014 dans « la Libre Belgique » l'emprise de l'antisionisme radical sur la capitale de l'Europe. Des enseignants, des sociologues, des humanitaires y avaient lancé une pétition pour retirer le Hamas de la liste des organisations terroristes. « Les antisionistes radicaux, écrivait-il, excellent dans la diabolisation d'Israël, présenté comme un Etat voyou, qu'ils considèrent comme l'un des plus abjects sur la planète, tellement haïssable qu'il conviendrait de le rayer de la carte. Comment certains jeunes Bruxellois d'origine arabo-musulmane ne cultiveraient-ils pas des réflexes antisémites, lorsqu'ils observent la complaisance d'une partie de l'intelligentsia de gauche envers les adversaires les plus extrémistes d'Israël ? »

« La Belgique sans les juifs n'est pas la Belgique », a dit le Premier ministre, Charles Michel. Il faut le prendre au mot : sur les 11,3 millions d'habitants du royaume ne restent que 29 000 Belges de confession juive. Et près de la moitié d'entre eux envisagent de faire leur alya, le voyage sans retour vers Israël. ■

LA TOILE DE LA HAINE

Depuis quelques années, **les discours antisémites** fleurissent en ligne. Particulièrement en France. En toute impunité

Par NATACHA TATU

C'est une liste qui circule sur la Toile depuis quelques années. Quelques clics suffisent pour la trouver. Dans le plus pur style des années 1930, elle recense les journalistes juifs ou identifiés comme tels. Quelquefois les noms sont assortis de commentaires tels que « *youpin de la plus belle eau* » ou « *juif sioniste infect* »... Cette liste, Sandra Oberdorff, officier de PJ, la connaît bien. Elle lui a été signalée des dizaines de fois. En vain : la plupart du temps, l'hébergeur du site se trouve aux États-Unis où la Constitution autorise ces publications au nom du Premier Amendement et de la liberté d'expression. « *Ceux qui propagent ces informations connaissent les lois et savent les contourner* », précise cette jeune policière qui dirige la cellule de discrimination de Pharos (Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de Recoupement, et d'Orientation des Signalements), une entité mise en place en 2009, chargée de la surveillance des réseaux sociaux. Installée à Nanterre, au cœur de la direction centrale de la PJ, cette plateforme de vingt-cinq personnes recueille tous les signalements d'internautes concernant des contenus illicites : pédopornographie, arnaques en ligne, menaces terroristes... mais aussi discrimination et incitation à la haine raciale. « *Notre courbe d'activité suit celle de l'actualité* », souligne le commissaire divisionnaire François-Xavier Masson. Aux insultes homophobes qui ont prospéré sur la Toile au lendemain de la loi sur le mariage gay a succédé une vague antisémite et islamophobe, souvent en lien avec le conflit israélo-palestinien ; impossible de savoir qui est le plus haineux, la loi en France interdisant toute forme de distinction ethnique ou religieuse dans le traitement des données. Par conséquent, faute d'outil statistique, pas évident d'analyser précisément la nature du phénomène. « *L'antisémitisme est difficile à suivre*, reconnaît l'historien Marc Knobel, directeur des études au Crif. *Il faut se contenter d'indicateurs, tels que le nombre de fois où une vidéo de Dieudonné ou de Faurisson est vue, ou la montée en puissance de certains*

hashtags tels que "#unborjuif" qui a fait son retour en mars 2014 sur Twitter. » Seule certitude : les discours de haine fleurissent sur la Toile. Avec des pics : « *Ce peut être lié à des procès, à la condamnation de Soral, à des attentats, résume Marc Knobel. A l'antisémitisme structurel, associant les juifs à l'argent, au pouvoir, à leur surreprésentation dans les médias, s'ajoute alors un antisémitisme conjoncturel.* » Malgré près de 13 000 signalements de discours de haine l'an passé, 9% environ du total – au coude-à-coude avec l'apologie du terrorisme – la cellule de discrimination de Pharos n'a sans doute accès qu'à la partie émergée de l'iceberg. De nombreux contenus circulent à l'intérieur de groupes fermés, ou encore comme sur Twitter, sur des territoires géographiques restreints, où ils ne sont pas censurés. « *Avec internet, les propagandistes antisémites, les néonazis, les négationnistes, autrefois limités à quelques librairies spécialisées, se retrouvent avec des plateformes de propagande mondiale* », rappelle l'historien Marc Knobel. Le plus souvent en toute impunité. Prompts à faire disparaître le moindre tableau de nu, Facebook et Twitter ont longtemps affiché la plus grande tolérance avec le racisme, l'antisémitisme ou l'islamophobie... Certes, la situation s'améliore : les attentats et la menace terroriste ont obligé les Gafa à sortir la tête du sable. « *Depuis 2015, il y a une bonne coopération. Nous sommes quotidiennement en contact avec eux* », constate le commissaire Masson. N'empêche. Les sanctions restent rares. Théoriquement les auteurs de ces discours risquent entre une et cinq années de prison et 45 000 euros d'amende. Mais, dans les faits, pas grand-chose. Les raisons ? Multiples. Un : la qualification juridique des infractions n'est pas simple. Il faut vérifier que chaque signalement correspond bien à une infraction. Entre l'expression d'une opinion et l'incitation à la haine, la frontière est ténue, et la zone

La rete dell'odio

grise, très large. Deux : le manque de moyens. Sur l'ensemble des dossiers transmis aux magistrats, les propos haineux sont loin d'être traités en priorité. « *Les menaces d'attentat et les soupçons de pédopornographie passent d'abord* », reconnaît François-Xavier Masson. Les pouvoirs publics sont-ils assez vigilants? En matière d'alerte, le dispositif Pharos reste un modèle en Europe. Difficile d'en dire autant en ce qui concerne la répression. Depuis le début de l'année, une nouvelle loi en Allemagne oblige les grandes plateformes à supprimer en moins de vingt-quatre heures tous les contenus illégaux avec une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros si elles traînent les pieds... Rien de tel en France. « *On a créé internet sans réfléchir. C'est devenu un instrument de haine*, insiste Marc Knobel. *Que se serait-il passé si internet avait existé du temps de Goebbels? Il faut s'armer et éduquer les utilisateurs et les enfants dès l'école.* »

Car il y a urgence. En Israël, où les statistiques ethniques sont autorisées, le ministère de la Diaspora vient de mettre au point un logiciel pointu censé détecter en temps réel tous les contenus antisémites sur internet : Anti-Semitism Cyber Monitoring System (ACMS). Ce système a détecté une montée en puissance du phénomène. Durant le premier mois d'essai, 409 000 messages ont été postés dans le monde entier, permettant d'établir un classement des villes les plus antisémites. En tête des capitales européennes : Paris et Londres. ■